

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 56 (1998)
Heft: 1

Artikel: L'université et la cité
Autor: Racine, Jean-Bernard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-140721>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'UNIVERSITÉ ET LA CITÉ ¹

Jean-Bernard RACINE

Professeur, Université de Lausanne

(avec Pierre Dessemontet, assistant doctorant)

En guise d'avant-propos

En guise d'avant-propos, j'en évoquerai deux autres, tirés de deux livres récemment écrits sur le thème qui est le mien par des collaborateurs de notre Université: *L'Université dans la Cité*, sous la signature conjointe de M.M. Antonio Cunha, Jean-Christian Lambelet et Mme Claudine Delapierre d'une part, en 1987 déjà, *Universités et Villes* co-écrit par François-Xavier Merrien et François Dubet, et quelques autres (1994). Le premier rappelle que "*l'Université a longtemps constitué l'exemple d'une organisation reposant sur une vision du monde et des valeurs reconnues comme légitimes et centrales pour la cité*", le second commence par dire qu'un tel titre est "*ambitieux s'il prétend rendre compte, à travers son "et" de toutes les relations existant entre les Universités, leurs organisations, leurs enseignants et étudiants, leurs espaces, et les villes dans lesquelles elles sont implantées. Titre évident cependant, tant l'histoire de l'universitas est urbaine, même si, au fil du temps, on le verra, on peut évoquer des moments d'indifférence et parfois de rejet*".

Se consacrant au thème *Universités, villes, entreprises*, en se posant la question de la possibilité de développer entre elles un nouveau contrat social, François Xavier Merrien aborde bien sûr la question des fonctions que doit remplir l'Université. Il montre en fait ce que cette histoire a de mouvementé, de conflictuel, de mise en tension. Tensions en effet entre des tendances contradictoires, tensions se situant entre une tendance à privilégier la recherche «pure» et désintéressée et une tendance à répondre aux sollicitations de leur environnement, tendance à donner une formation générale et tendance à préparer des individus à des tâches spécifiques, tendance à l'autonomie et nécessité plus ou moins affirmée de servir les buts

de la société locale ou globale. Ce sont là autant de contradictions d'ailleurs présentes dans tous les systèmes d'enseignement supérieur. Je vous renvoie donc à son livre paru chez l'Harmattan en 1994 dans la collection *Villes et entreprises*.

On en gardera surtout l'idée cependant que *«pendant les trente glorieuses, s'est dégagée une sorte de consensus minimal définissant la fonction principale des Universités comme étant la formation supérieure des jeunes et la conduite de la recherche fondamentale non finalisée»*. En d'autres termes l'Université «sanctuaire de la méthode et de la connaissance», l'Université combinant deux héritages historiques, celui de l'Université anglaise privilégiant l'éducation, celui de l'Université allemande privilégiant la recherche.

Or c'est bien cette représentation là de l'Université qui est remise en cause. Et largement. Cette Université sanctuaire, tour d'ivoire, longtemps chère à ces scientifiques américains réfugiés dans leurs campus-jardins et fort peu soucieux de la Cité, sensibles à rejeter toutes les pressions externes, aux antipodes de ce que tend à représenter aujourd'hui la multiplication des Universités urbaines en France, explicitement soucieuses d'adaptation de la formation à l'emploi, de relations avec le monde des entreprises, dans un souci de partenariat Université-collectivités-locales-entreprises, qui est devenu pour elles, pour les ressources dont elles pourraient disposer, la formation, les orientations de recherche et leur rôle sociétal, un enjeu majeur mais peut-être ambigu.

L'Université, à quoi ça sert ? à quoi cela peut servir ? En d'autres termes, au service de qui et comment, pour qui et pourquoi, en un ou deux mots.

Cette question, on me l'a posée si souvent- de manière parfois assez agressive dans certains milieux- que je sais la réponse par cœur, une réponse superbe- mais aussi banalement auto-justificative: centre de production, de transmission et de diffusion du savoir (aux étudiants, aux enseignants et aux chercheurs, - nous nous apprenons bien des choses entre nous au sein même de l'Alma Mater en construisant plus souvent qu'il n'y paraît nos objets en commun, dans une sorte, pour jargonner un peu, de *co-constructivisme interactionniste*), entre nous au sein de l'Université et entre Universités, de l'une à l'autre, et de plus en plus généralement à l'échelle internationale, entre Universités et Cité au sens large. Production, transmission, diffusion, certes, mais aussi gestion du savoir et bien évidemment reproduction du savoir aussi, pas toujours de la manière réflexive,

critique et créative propre à l'activité scientifique, qu'il s'agisse de reproduire les professeurs par exemple, ou certaines branches, qui passent, peut-être, plus de temps à justifier leur existence qu'à produire du savoir et de l'intelligibilité. Qu'importe, dirons certains, de toutes manières, nous savons bien que, globalement, l'Université rapporte plus qu'elle ne coûte. Que c'est aussi une affaire, qu'elle fournit un capital humain générateur d'une forte valeur ajoutée. Et que s'il elle n'existait pas le manque à gagner de nos villes et de nos cantons serait considérable. C'est une composante importante de l'économie, par les résidents qu'elle accueille, par les liens qu'elle crée de par le monde, par les projets de recherche, par les équipements qu'elle suscite.

Bref, les représentations que l'on se donne de l'Université sont pour le moins, multidimensionnelles. Si on pose la question aux gens que l'on rencontre, les réponses ménagent parfois des surprises. Cela va du lieu de passage, et du «passeport», du passeport pour la vie active, à la "seule chose qu'il ne faut pas supprimer" ou, inversement, "une bande de privilégiés, tant professeurs qu'étudiants, qu'il est grand temps de mettre au pas", en passant par des réponses plus attendues: «lieu de rencontre et de formation», autrement dit passeport pour le mariage (cela arrive) ou mieux, pour soi-même. Devenir ce que l'on est, apprendre à vivre avec ce paradoxe déjà intéressant que pour bien des répondants, l'Université ne s'inscrit pas encore, ou peut-être ne s'inscrirait jamais dans l'univers du travail.

Comme si elle n'appartenait qu'à celui de la culture, le monde de l'*otium*, certes studieux, actif, créateur, mais ailleurs, le lieu du Soi, un Soi qui ne se définit jamais mieux que dans la solitude (Milner, 1997). Une Université faite pour la culture et non pour le *labor*, la science moderne et le savoir et encore moins le savoir positif et la production de connaissances nouvelles.

Ce n'est manifestement plus de cette Université là dont nous parlons, même si l'accent mérite, et combien, d'être encore porté sur ce que le Secrétaire d'Etat Charles Kleiber appelait fort justement "l'apprendre"- de manière à pouvoir, entre autres, se former à la nécessité d'être capable de s'adapter au changement, de le maîtriser, ou du moins de contribuer à y introduire quelques éléments de régulation. En commençant peut-être, en lieu et place de regarder l'avenir à travers le rétroviseur, par apprendre à répondre aux questions que la société lui adresse, sans se contenter de lui en poser, ce qui est certes indispensable, mais qu'elle fait tout

de même plus facilement, ou plus volontiers.

Je vais maintenant m'interroger sur les liens entre la Cité et l'Université, en me penchant d'abord sur elle en tant qu'institution, puis en tant qu'espace et lieu d'encrage d'une population universitaire et de sa fraction la plus nombreuse, les étudiants, sur l'Université enfin en tant que lieu de savoir et d'invention de l'avenir. Avant de me demander, en conclusion, comment s'y prendre pour introduire à cette fin, les réformes indispensables¹.

1. Du rôle historique de l'institution universitaire dans la cité

Nous rappellerons d'abord que la naissance et l'essaimage des plus anciennes Universités d'Occident sont contemporains de la plus brillante période que le Moyen-âge ait connu, à savoir la période du XII^e et du XIII^e siècle, l'époque où le système féodal se stabilise et se généralise en Europe, après les brumes carolingiennes et les craintes millénaristes, avant la décadence du système médiéval via la peste et la guerre de cent ans notamment.

L'Université est contemporaine de la vague des villes nouvelles. Il est donc tentant de rattacher son essor à celui de la culture médiévale de cette époque, qui se manifeste également par un essor urbanistique sans précédent depuis la chute de l'empire romain. Il y a certainement ici manifestation d'un seul et même phénomène de civilisation qui contient déjà en germes la Renaissance ou la Réforme et qui fait preuve d'ouverture, donc de confiance en soi. Le fait qu'aient suivi des périodes beaucoup moins brillantes confirme, par effet négatif, que la civilisation médiévale a connu à cette période un véritable sommet; les progrès suivants font l'objet de conflits qui montrent d'une certaine manière que parvenue à ce sommet, l'organisation médiévale ne parvint plus à gérer ses propres avancées, d'où la Renaissance et la Réforme, d'où aussi les contre-mouvements de l'Inquisition et de l'obscurantisme apocalyptique.

L'université vecteur du changement ?

La Renaissance est-elle fille de l'Université, celle-ci est-elle à l'origine de la chute de l'ordre médiéval alors même qu'elle en est l'un des plus beaux fruits ?

L'Université a-t-elle été un vecteur des changements profonds que la civilisation occidentale a connu dès le quinzième siècle ? Et si oui, par quels biais ? Ce sont là des questions à ne pas négliger pour qui s'interroge sur la nature des relations entre l'Université, la Science et la Cité. Ministre français de l'Education et néanmoins authentique savant dans le domaine des Sciences de la terre, Claude Allègre (1997) insiste, dans le livre qu'il a consacré à *Dieu face à la science*, sur le fait que «fruit du questionnement de la Bible et de la curiosité des clercs, la naissance des Universités, a certainement été un évènement décisif pour l'essor de la science». La liberté de pensée, l'imagination, l'esprit frondeur, servent la science. Et servent l'histoire.

On a presque envie d'élargir cette idée au delà de la science, à l'ensemble de la société et de la civilisation occidentale. Cela reviendrait à dire que dès son origine, l'Université est plus qu'une accompagnatrice des changements, mais bien un vecteur majeur de ces changements, à sa manière, c'est-à-dire en instillant dans le long terme de nouvelles manières de voir la réalité, de l'appréhender.

Une démarche qui débouche fatalement sur des conflits avec l'ordre établi, ce qui signifie que l'Université est en situation paradoxale avec la société: la société la crée, la subventionne pour qu'elle serve à son développement, en quelque sorte la veut à son service, alors même qu'en remplissant sa mission, l'Université mine les fondements de l'ordre à qui elle doit son existence. L'image est en tous cas attirante d'une Université vue comme une des plus belles filles d'une civilisation dont elle va justement révéler les rigidités et entraîner la chute.

Mais revenons à l'histoire. Quelques invariants, depuis cette période, partie de l'identité universitaire, ou mieux du concept d'Université, méritent d'être évoqués. Prenons pour exemple la fondation des trois phares universitaires de la première vague, Bologne, Paris et Oxford. Ces Universités n'ont pas été créées *ex nihilo*: elles reprennent, coordonnent et réorganisent en une structure très identifiable des enseignements déjà dispensés auparavant de manière dispersée. Il est rare que les Universités aient été créées en-dehors de tout terrain favorable. Lieux de savoir, elles sont affranchies du pouvoir temporel de par leur affiliation à l'Eglise, mais très vite, elles s'affranchissent de la tutelle de l'Evêché pour se réclamer de celle, plus lointaine, du Pape, ce qui leur accorde une autonomie de fait. Dès le départ, les Universités s'auto-organisent et n'ont recours au pouvoir extérieur qu'en

cas de conflit interne.

Pour autant, leur création n'est pas purement endogène; elle relève bien souvent d'un besoin de la société, exprimé assez vite par le politique et surtout le religieux, de former une classe de clercs et d'intellectuels rendus indispensables par la complexification du monde. D'une certaine manière, l'éclosion des Universités est le fait de cette époque parce que c'est à cette époque que le besoin s'en est fait sentir.

Très vite, l'Université joue un rôle important dans les hautes sphères de la société. Du double fait qu'elle soit autonome et qu'elle forme une classe indispensable à la société, l'Université est devenue un enjeu politique majeur. Comme elle est le théâtre de querelles internes, celles-ci finissent par être réglées par intervention royale ou pontificale. Ces conflits d'intérêts se retrouvent d'ailleurs également à l'origine entre tenants d'un savoir pur, d'une Université où s'élabore le savoir et la doctrine (en gros, l'Eglise) et tenants d'une vision plus utilitaire de l'Université comme centre de formation d'une élite: ce débat est déjà apparent au XIV^e siècle à Paris. Signalons au passage que le principe de démocratisation des études lui-même est inscrit, dès le départ, dans le projet universitaire, puisqu'on met en place des institutions permettant de soutenir financièrement les étudiants nécessiteux.

On le voit bien, l'Université originelle des XIII^e et XIV^e siècles compte plusieurs éléments et caractéristiques qui sont encore profondément ancrées aujourd'hui dans "l'inconscient" universitaire: autonomie de gestion et d'organisation, relations ambiguës au politique, dualité entre savoir fondamental et savoir utilitaire, volonté de démocratisation du savoir. Il est dès lors frappant de constater à quel point, compte tenu des sept siècles qui nous séparent de cette époque, l'idée d'Université du XIII^e est finalement plus proche de la nôtre que celle que nous connaissions il y a un siècle. La question serait de savoir quels sont les facteurs qui ont d'une certaine manière marqué l'évolution des Universités au cours de l'histoire en lui faisant emprunter tant de chemins de traverse ou en la condamnant à de longues périodes de sommeil dont elle se réveille heureusement de temps en temps.

Une Université subversive ?

Ici, je poserai simplement l'hypothèse que l'analyse historique nous montrerait que la Haute Ecole est fondamentalement subversive en ce qu'elle élabore, mais souffre dans les faits lorsque cette «subversion» s'exprime politiquement. Que là où le politique devient absolu, il y a appauvrissement, voire, comme le soutient Jacques Le Goff à propos du Moyen-Age, décadence, et ce en fonction de divers facteurs: d'une part la concurrence des collèges (écoles professionnelles plus efficaces) survenant au moment où l'Université se raidit dans un protocole qui frise le ridicule et s'enferme dans l'académisme, de l'autre l'élitisation des étudiants qui ferment à l'Université l'apport de forces vives nouvelles.

Il n'est nul besoin de longues recherches pour être frappé par l'omniprésence, déjà, dans l'histoire, de tout ce qui fait et ce qui menace l'Université d'aujourd'hui: il y a là incontestablement une continuité de l'histoire universitaire. Autant au point de vue de ses potentiels et privilèges qu'à celui des dangers qui la menacent. C'est un peu comme si la Haute Ecole parvenait à briller en anticipation de temps futurs et en des périodes calmes, mais ratait systématiquement les périodes où les changements se manifestaient. Serait-ce l'effet d'un hasard ? Cela doit en tout cas nous faire réfléchir sur la notion d'autonomie.

Dans les longues périodes de continuité historique, l'Université développe des idées qui seront au fondement des changements politiques et scientifiques, idées qu'elle peut probablement élaborer du fait de son autonomie. Mais il s'agit bien d'une autonomie contrôlée par le pouvoir politique qui ne se gêne jamais d'intervenir dans les affaires universitaires dès lors que ses intérêts sont en jeu, c'est à dire, à coup sûr, pendant les périodes de chambardement. Bref: l'Université n'est jamais autonome que parce que le politique le veut bien, et dès qu'il lui prend l'envie de régenter la haute école, cette autonomie disparaît. Avant 1968, on n'a jamais vu une Haute Ecole renverser un pouvoir politique. On a vu souvent, en revanche, le politique renverser une Université. Matière, évidemment, à relativiser la dite autonomie.

Même dans le modèle contemporain, l'autonomie de l'Université se limite à sa gestion. Sa mission et ses buts sont clairement définis par le pouvoir politique, et lorsque celui-ci veut réformer l'institution, il la réforme. Les hauts cris des Rectorats n'y changent pas grand chose; c'est ce qu'ont pensé les représentants

étudiants en avril dernier, se disant que pour faire changer quelque chose au sein de l'Alma Mater, il fallait d'abord convaincre le politique: le reste suivrait.

2. L'Université dans la ville

Sur le plan de la ville également, l'avènement des Universités est un événement majeur. Aussi brillantes que furent les civilisations grecque et romaine, l'antiquité occidentale ne connaît pas le concept de haute école (ou du moins pas de la même manière) et il faudra à la chrétienté un bon millénaire d'obscurantisme quasi absolu avant de parvenir à cette idée neuve (comme les villes de l'époque), celle d'un temple du savoir, celle de la formation d'une élite intellectuelle. Avec l'Université naît la ville universitaire et bien vite celle-ci devient un modèle de la ville. Certes, l'intellectuel n'a pas attendu l'Université pour exister, mais jusqu'alors, l'étude reste confinée au sein des couvents et n'interagit pas avec la société en général. L'invention de l'Université consacre une double innovation: l'affranchissement du savoir du strict domaine des ordres religieux d'une part, la rencontre de l'intellectuel et de la ville d'autre part. Qu'apporte donc cette rencontre ?

L'étudiant, fondateur d'urbanité

Cette rencontre se fait par l'intermédiaire d'un nouvel acteur. Qui dit Université dit étudiant. Ce dernier est un nouveau venu sur la scène urbaine et y joue bien vite un rôle déterminant. Pas plus que l'intellectuel, la ville n'a attendu l'Université pour exister, mais jusqu'ici, elle est composée essentiellement d'une population "fonctionnelle": seigneurs et maîtres, artisans, militaires, marchands et autres: toutes personnes qui sont en ville pour des raisons bien précises, que l'on pourrait qualifier d'utilitaires à court terme. L'étudiant, lui, n'est pas là en fonction de finalités immédiates. Il est là pour apprendre, une activité qui ne lui prend pas tout son temps. Que fait-il de son temps non contraint ? En caricaturant, nous dirons qu'il flâne. D'une certaine manière, les étudiants sont les premiers badauds. Et même bien plus que ça. L'irruption dans les villes d'une population foncièrement jeune et souvent turbulente chamboule complètement l'équilibre des lieux qu'ils fréquentent. L'étudiant amène une certaine fraîcheur à la population ur-

baine; il contribue grandement à la fondation de la culture urbaine, à la promotion de nouveaux modes d'expression, bref, il est l'un des premiers urbains, le premier peut-être qui n'est pas en ville par nécessité ou par commodité, mais bien par "essence" urbaine. L'Université est un creuset, social, intellectuel, urbanistique. En son sein on trouve ce qui fait bouger la ville, et ce depuis ses origines. Les premiers urbains, fondateurs de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui la culture urbaine, ce furent bien les étudiants au XIII^e, premier public des cafés, des cabarets, des lieux de culture.

Bref, les villes universitaires sont urbaines, de plein droit, et très largement du fait de la présence des étudiants. Il est un fait que dès la fin du Moyen-âge, les auteurs reconnaissent que les villes universitaires sont le sommet de l'urbanité, le vecteur de la nouveauté, tant culturelle que scientifique. Pensons-nous vraiment que ce soit par pur hasard que la Renaissance s'étende à partir de la région même qui a vu naître les premières Universités ?

Des mondes qui se fécondent ou qui s'ignorent ? Des questions récurrentes!

Il me faut malheureusement ici court-circuiter l'important travail géo-historique préparé par Pierre Dessemontet sur la ville universitaire et les distinctions à faire entre les villes qui ont ou n'ont pas d'Université, les villes dont l'Université devient l'atout central, le titre de gloire, la spécificité (pensons à Bologne, Montpellier, Oxford, Cambridge, et de manière générale, les villes universitaires du nord de l'Italie et d'Angleterre), et celle, qui, Paris au premier rang, bien qu'abritant une université (et laquelle!) ne peuvent décemment pas s'y réduire. Le système relationnel liant l'Université et la Cité est souvent fort différent selon les cas.

Passons aussi sur l'intéressant problème de la place de l'Université dans l'espace urbain lui-même, *intra ou extra-muros*, un peu à la manière des *townships* sud-africains, suivant un subtil régime distance/proximité, ni trop près, ni trop loin, mais pas *in*, sauf peut-être pour les instituts et autres académies, les écoles d'ingénieur aussi, dont le danger idéologique est moins grand et l'immédiateté utilitaire plus nette et que l'on peut sans trop de risques localiser au même endroit que le pouvoir politique. Lorsque Louvain-la-Neuve explose, ce n'est qu'une

manifestation étudiante parmi d'autres, d'autant plus ou d'autant moins narcissique qu'elle se déroulera au sein de la ville nouvelle ou dans les rues de Bruxelles. En revanche, lorsque la Sorbonne explose, cela peut donner Mai 1968. La signification politique d'une crise universitaire n'est pas la même selon qu'elle a lieu en marge ou sur la scène politique. Les édiles vaudois ne s'y sont pas trompés en exilant de quelques kilomètres leur Université au lendemain de 1968. Ils l'ont d'ailleurs explicitement déclaré. C'est procès-verbalisé.

Il serait intéressant aussi de décrire plus précisément les deux populations, aux caractéristiques profondément différentes, qui cohabitent dans une ville universitaire: la communauté universitaire d'une part, formée majoritairement d'étudiants présents pour quelques années seulement et qui ne vont guère s'impliquer dans la vie locale et d'un personnel académique dont la mobilité professionnelle est importante, et d'autre part une population locale plus ou moins stable qu'on pourrait réduire grossièrement au rôle de prestataire de services. Exemple parfait de population duale, où l'on se côtoie sans se mélanger et sans communiquer.

Sur ce plan on arriverait vite à la conclusion que l'Université est très largement autonome, ne laisse pas la ville l'influencer et n'influence que très peu la ville, par manque d'implication de l'Université dans la vie de la Cité et généralement manque d'intérêt de la Cité pour son Alma Mater. La présence de l'Université dans la ville ne se marque alors que par quelques actefacts architecturaux et la présence de commerces spécialisés jouant le rôle de prestataires de services.

Rien n'empêche de poser, très franchement, la question: peut-on dire qu'une municipalité de ville universitaire dirige sa ville autrement que ne le fait une municipalité de ville non universitaire ? Peut-on dire que la ville profite de son Université pour tenter des expériences, ou à tout le moins pour prendre conseil et l'associer à un quelconque processus de décision ? Pour nous la réponse est claire. A l'inverse, peut-on dire que l'Université se laisse influencer préférentiellement par la politique menée dans sa ville titulaire ? Non plus. Vous nous direz que de toute façon, cette remarque n'est guère pertinente, que la ville n'est pas le problème, mais le Canton. Laissons-nous pourtant aller un instant à rêver: allons jusqu'à dire, pour nourrir le débat, que la ville est au moins, pour l'universitaire, un objet d'étude, un terrain d'expérimentation, ou plutôt d'observation de la réalité, un terrain de jeux. Mais pour la ville, l'Université ne se résume-t-elle pas

souvent, à une population humaine qui consomme ? Deux mondes qui s'ignorent trop largement.

On nous a pourtant posé la question des liens entre l'Université et la Cité. Tous comptes faits, il nous semble que les liens directs sont extrêmement faibles. Mais attention, ce n'est peut-être pas si simple. De fait, l'influence réciproque des deux acteurs ne passe-t-elle pas plutôt par le rôle que chacun joue dans une sphère plus large, celle de la société dans une relation de type triangulaire ? Il est évident que l'Université joue un rôle discret mais profond sur la société, qu'elle y instille des idées qui finissent par s'imposer. Il est de même tout-à-fait clair qu'à travers la ville, se manifestent des tendances qui, assez vite, s'imposent à l'ensemble de la société. Ces différentes influences s'interpénètrent profondément à ce niveau, à tel point qu'il est difficile de déterminer quelle est la sphère sociale qui a instillé telle ou telle partie d'une modification quelconque. Mais à tout prendre, cette relation entre ville et Université est-elle vraiment plus forte qu'entre monde rural et industriel, ou entre lobby routier et défenseurs de la nature ? La société joue ici un rôle de médiation et de condensateur qui noie complètement l'aspect direct des relations.

Reste enfin à envisager un plan beaucoup plus sérieux, qui relève également de la question posée des relations entre l'Université et la Cité, et de la réponse à donner à la question «l'Université ca sert à quoi ?», la question du rôle du savoir universitaire, face au défi d'une société en complète mutation, face aux défis auxquels est confrontée une Cité qui voudrait volontiers qu'on l'aide à les résoudre, rôle du savoir en général, au sein duquel il nous appartient peut-être de souligner celui, spécifique, des sciences humaines.

3. Université, savoir, société, Cité.

Partons ici de deux séries d'observations pour mieux cibler notre propos. Croisons la géographie, l'économie et les comportements politiques. Comme l'exprimaient si bien Francis Deron et Jean-Claude Pomonti dans *Le Monde*, ce qui a peut-être manqué à la réussite asiatique du quart de siècle écoulé c'est qu'elle n'a guère été accompagnée d'investissements dans l'éducation. Les élites d'Asie se sont contentées d'envoyer leur progéniture dans les universités occidentales, sans

modifier substantiellement leur propre système éducatif. Celui-ci repose sur l'aspect le moins performant de la culture confucéenne, la soumission à l'autorité au nom de la quête de l'harmonie sociale. La créativité, qui a permis l'éclosion de la technologie moderne en Occident, manque donc cruellement. Même à Taïwan, pays qui, après le Japon, a probablement placé le plus d'espoir dans la formation de sa jeunesse, la seule alternative pour un étudiant de bonne famille est le conformisme ou l'immersion la plus longue possible dans l'atmosphère d'un campus américain. Tous les scientifiques d'origine asiatique ayant été distingués par le prix Nobel sont des expatriés. Ceci trahit une passivité devant la connaissance qui n'est pas étrangère au marasme actuel en Asie.

«Points d'ingénieurs, point de Suisse», écrit de son côté le président de l'EPFL dans *Vision*, le magazine de la science et de l'innovation (déc. 1997, pp.4-9). Bravo et bravo aussi pour les propositions pour une Suisse innovatrice. Ce qui m'ennuie, c'est le retard pris par l'invention et l'innovation sociales. Je le dis comme je le pense, qu'il s'agisse des mutations qui traversent l'économie, le travail, les rapports sociaux, les rapports spatiaux, à toutes les échelles, le déficit des connaissances susceptibles d'être opérationnalisées est immense.

Le déficit des connaissances

Pour en rester à ce que nous connaissons tous:

- l'explication du chômage à l'heure où il tend à pénétrer chacune des familles françaises en répartissant la société entre ceux qui sont *in* et ceux qui sont *out* du monde du travail,
- l'incapacité à penser sérieusement les mutations du travail lui-même, avec les débats contradictoires sur la fin du travail,
- le problème de sa réduction, qui non seulement oppose le patronat à la gauche mais au sein de celle-ci la pensée nouvellement dominante et ceux qui dénoncent le double piège des 35 heures, et proposent la mesure plus radicale des 4 jours....
- l'incapacité à penser la violence urbaine qui semble redoubler dans certaines banlieues françaises, à en donner des explications satisfaisantes, à défi-

nir une action correctrice ou régulatrice,

- l'incapacité d'inventer surtout un nouveau compromis social,
- l'incapacité, sur un autre plan, à penser et à vivre la différence. En regard, par exemple, de la cité multiethnique à venir, la question est de savoir si nous «pourrons vivre ensemble, égaux et différents» (Touraine, 1997), et porte sur les tenants et aboutissants, plus profondément sur le sens que peut prendre la prétention d'intégrer, de rendre semblable le différent alors que personne ne sait plus très bien de quoi on parle lorsqu'on nous parle d'intégration, que force est de reconnaître que le discours a l'habitude de créer, de toutes pièces, des catégories sociales fictives, qui n'ont ni unité ni homogénéité et auxquelles il n'est évidemment pas possible d'envoyer des messages clairs et recevables. Avant de chercher à intégrer qui que ce soit à quoi que ce soit, savons-nous de qui nous parlons ?

N'est-il pas temps de reconnaître que nos vieilles grilles sociologiques se découvrent soudain dépourvues de toute pertinence quand on a affaire à des réalités fluides, insaisissables, et très instables, et donc déstabilisantes. Comment intégrer, en d'autres termes faire adhérer à une dynamique sociale, si dynamique sociale il n'y a pas, ou plus ? Bonnes questions je crois. Qu'il nous appartient peut-être de définir à l'Université.

Quelles sont les questions qui méritent d'être posées face aux années qui s'annoncent ? Souvenons-nous qu'une question qui n'a pas été formulée correctement n'a aucune chance de recevoir une réponse correcte. Ne nous appartient-il pas d'apprendre à les poser ?

De l'innovation à la conception

Les spécialistes des sciences dures insistent souvent, avec raison d'ailleurs, sur le besoin d'innovation, beaucoup plus grand aujourd'hui dit-on qu'il y a vingt ans. Et d'évoquer, comme récemment Jean-Claude Badoux encore, les produits, mais surtout les procédés de production, qui évoluent de plus en plus rapidement, et singulièrement dans les systèmes de communication, la bioingénierie et autres biotechnologies. Pour conclure d'une part au besoin d'ingénieurs, réalisateurs, sensibles à une responsabilité sociale à assumer et rejoignant des préoccupations

politiques et culturelles et en profiter d'autre part pour souligner le rôle moteur que peuvent jouer à cet égard les Ecoles polytechniques fédérales. Sans que nous en prenions le chemin d'ailleurs, à considérer la croissance des dépenses R & D de la Confédération, bien inférieure à celle du budget total de la Confédération dans un pays qui n'a pas encore su faire passer dans les faits ce dont tout le monde se dit d'accord à tous les niveaux: faire de la recherche et de la formation une réelle priorité. Et pour dire enfin que c'est parce que l'on fait des choix clairs, parce qu'il a su tirer des priorités, que le Domaine des EPF est compétitif.

Certes, mais je voudrais simplement lui répondre ici, me plaçant du point de vue des sciences humaines et peut-être du point de vue de l'homme, ou de sciences pour l'homme, que ce discours sur les priorités, et donc les coupures qui assurent finalement la compétitivité, légitime dans son domaine, pourrait ressembler à ce qu'on entend tous les jours actuellement dans la société en général, où les économistes du courant dominant, prophètes de la dérégulation et de la flexibilité, en arrivent ces jours-ci à justifier la pauvreté par des considérations d'efficacité. Ce n'est pas moi qui le dit, mais Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français de la conjoncture économique, professeur des universités à l'IEP de Paris (Le leurre de l'efficacité, *Libération*, 26 janvier 1998).

Vieux problème économique, mais singulièrement d'actualité, que cette inégalité présentée comme facteur d'efficacité parce qu'elle permet d'augmenter le revenu du capital, de l'entreprise et des salariés les plus qualifiés, alors qu'on pourrait peut-être, dans le cadre d'une approche alternative, la concevoir autrement, comme étant d'une autre nature: en la mesurant à l'élévation du niveau de vie de l'ensemble des habitants.

En choisissant d'avancer ensemble, quitte à ralentir la reprise. A défaut, gare à l'inefficacité croissante quand une fraction de plus en plus importante dans le système est exclue de tout accroissement de bien-être. On ne saura plus comment les rattraper quand on en aura besoin.

Anticiper le savoir

Car c'est peut-être là le rôle clé de l'Université: elle a pour vocation d'anticiper le savoir. C'est le vrai laboratoire du futur, pas le seul bien sûr, ce n'est plus

exclusif à l'Université, d'énormes entreprises le font également et anticipent à sa place. Mais je ne sais pas si j'apprécierai que tout ce que et tout ce dont je vivrai demain soit inventé par Bill Gates et à Silicon Valley. L'Université est peut-être aussi l'un de ces lieux où l'on pourrait apprendre à vivre demain. C'est là je crois une de ses caractéristiques générales. Mais comment le faire, sans que l'Université *soit* dans la Cité, au sens le plus large du mot, ce lieu clé dont la mission première, quasi transcendente, est de rendre le monde intelligible ?

En ce sens aussi c'est le lieu où il convient de chercher le sens du passé, de ses agitations, de ses transformations, et qui ne porte pas immédiatement sa vérité sur le visage. Les mouvements de la fin des années 60 et du début des années 70 (Jacques Croizier, *Le Monde*, 16/1/1998) étaient sans rapport aucun avec des difficultés matérielles réelles. Mais l'agitation de certaines couches de la société a servi alors de vecteur transitoire pour introduire de nouvelles formes sociales, idéologiques et économiques, sans grand rapport avec la phraséologie «révolutionnaire» de l'époque. Ce n'est que plus tard que l'on a compris qu'il s'agissait alors de liquider les archaïsmes de l'économie française et d'imposer les méthodes modernes de production et d'échange. De libérer le marché du contrôle public. De libérer les outils de diffusion et de propagande de la tutelle d'un ministère, pour le remettre, directement, entre les mains des puissances économiques. Si l'on peut aujourd'hui démontrer que tel était bien le sens historique de ces mouvements, cet après-coup vaut d'autant plus la peine qu'entre la demande formulée, apparente, et le processus social réellement en cours, il y a toujours une relation, difficile à percevoir mais certaine. Que l'Université saura mettre en évidence.

Je pense au discours actuel sur la mondialisation «source de tous les maux pour certains, de tous les enthousiasmes pour d'autres», rappelait J.P. Danthine, en essayant d'y voir plus clair et d'en expliciter les enjeux pour un pays comme la Suisse. Quelle est la nature du processus en cours sinon qu'il est destiné à soumettre nos vieux pays à des exigences mondiales et mondialistes nouvelles. Si, dans le nouveau contexte qui est le nôtre, pour autant qu'il soit aussi nouveau qu'on le dise, ce dont je doute d'ailleurs, nos vieilles valeurs n'ont aucune place, faut-il entreprendre un combat d'arrière garde pour préserver ce qui ne peut pas l'être, se tromper de guerre, prêcher dans le désert, ne s'adressant en fait à personne ?

Armer les étudiants, et nous armer, par la même occasion, à cette fonction réflexive d'intelligibilité dynamique, critique et malgré tout *entrepreneuriale* du monde, tel est le sens je crois du rôle de l'Université dans la Cité.

Ce qui me permet de préciser, en d'autres termes, que nous n'en sommes plus à penser les sciences sociales simplement en termes d'accompagnement des autres disciplines, pour répondre aux questions soulevées par le développement des sciences naturelles, techniques et médicales, à répondre aux questions sur lesquelles les autres sciences restent muettes. Elles ont, comme cela a été explicitement reconnu par le Conseil Suisse de la science à partir d'une réflexion de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, «une mission personnelle à remplir». Je cite: *«l'être humain ne peut se contenter de maîtriser les problèmes; il doit aussi s'interroger sur le sens des choses, développer ses aptitudes esthétiques, redécouvrir les vertus, rendre compte de ses actes, entretenir la mémoire collective, prendre conscience des problèmes du présent. Préparer et donner une signification et de la valeur à son avenir. En d'autres termes participer au premier chef au processus de modernisation, redevenant l'un des moteurs de l'évolution de la société. En proposant de nouvelles réponses à de nouvelles questions, comme celles de savoir ce qu'est la modernité, ce qu'elle signifie ou devrait signifier pour la société»*.

En fait la tâche qui était la leur au siècle des lumières, qu'elles ont perdu de vue avec l'abandon, au XIX^e siècle, de l'ancienne classification des sciences. N'est-ce pas parce qu'elle a perdu l'habitude de poser des problèmes et soulever des questions socialement pertinentes que l'Université est évoquée en termes de «vieille dame» et de «tour d'ivoire» dans laquelle les enseignants-chercheurs se réfugient très souvent et que notre nouveau secrétaire d'Etat appelle au changement? Le travail intellectuel peut être contemplatif. Pourquoi pas ? A condition d'être aussi prospectif. Qu'est-ce à dire, sinon s'inscrire dans la vie, s'inscrire dans le changement. Ce qui suppose sans doute des réformes de structures, - je pense à certaines des propositions du Forum du Chateau de Bavois pour une Suisse innovatrice et orientée sur la promotion d'une culture de management -. Ce qui suppose aussi et surtout un changement d'état d'esprit des personnes concernées, d'état d'esprit et de visée peut-être, de vision sans aucune doute.

Chacun de nous s'accordera à penser, et à dire, que notre rôle de scientifi-

que se définit par l'exercice d'une pensée et la formation de nos étudiants à qui nous le répétons sans cesse, à une pensée réflexive et critique, contrôlée, transparente, prospective. Mais critique de quoi ? C'est peut-être là aussi que le bât blesse. Analyse critique et constructive des développements sociaux et scientifiques. (Jürgen Mittelstrass, *Vision*, 4/97, pp-32-33 Sciences humaines, *Changer d'état d'esprit*). C'est là sans doute le rôle privilégié des philosophes. Je crois que c'est notre rôle à tous, c'est le rôle même de l'Université.

Avec ses limites bien sûr: le fait qu'on ne puisse attendre d'elles qu'elles assignent une direction à suivre à la société. Je dirais d'elles, les sciences humaines, l'Université dans son ensemble, ce que je dis de l'analyse géographique: qu'elle sert à fournir les ingrédients d'un débat, démocratique, la décision ne lui appartenant jamais, mais appartenant, au sein de la *polis* bien comprise, au politique justement. Elles devraient en revanche, prendre part au débat public sur le choix des grandes orientations. Ce qui serait d'ailleurs logique puisque nombre de leurs disciplines s'attachent à rechercher et à comprendre quel fut le cheminement de l'humanité pour atteindre son stade de développement actuel. Cette connaissance de l'histoire- pour autant, évidemment, qu'elle ait été, elle aussi, examinée d'un œil critique- leur fournit en tout cas de bonnes raisons d'intervenir dans le processus de modernisation.

La fonction spécifique des sciences sociales

Faudra-t-il pour échapper à la sclérose, et comme semble le penser Madame A.C.Berthoud, commentant pour le Colloque organisé conjointement par le Conseil de la Science et l'Académie des sciences humaines le 14 novembre 1997 à Zurich sur l'Avenir des sciences humaines, négocier avec une société de marché un nouveau type de contrat, nous permettant de dispenser des valeurs qui, elles seules, permettront de franchir le seuil d'un nouveau siècle et d'en assumer les bouleversements qui se préparent? Ces bouleversements nécessitent l'invention de nouveaux «modèles», susceptibles d'anticiper les faits à décrire, capables de gérer l'imprévisible, le désordre et la prise de risque, ces connaissances régulatrices qu'évoque C. Raffestin, qui nécessitent de sortir des raisonnements d'ingénieurs-comptables en s'armant de courage, d'imagination et de lucidité, pour ne perdre ce qu'il y a d'humain dans le monde que nous façonnons (Hunyadi) et que

nous gérons. Comme Mme Berthoud l'a fait elle-même devant l'Académie des sciences humaines, je vous renvoie tous à cet excellent numéro de Campus, magazine de l'Université de Genève, et son excellent dossier *A quoi servent les sciences humaines*, (juillet-septembre 1997).

Vous y trouverez l'affirmation que l'Université peut mener une véritable «reconquista intellectuelle» permettant à la société de cultiver des compétences et des savoirs dont l'utilité n'est pas réductible à la rentabilité immédiate, définie selon les critères de l'économie, mais, et c'est singulièrement le rôle des sciences humaines, d'apporter aux sciences de la nature comme au discours politique et aux pratiques sociales, l'éthique du savoir. Autant dire qu'à côté de la recherche fondamentale, les sciences humaines ne sont pas un luxe, mais une des ossatures fondamentales d'une société moderne (Porret). En ce sens, la mission essentielle de l'Université est de transmettre et accroître le savoir et la culture, encore une fois apprendre à apprendre, développer le jugement et le sens critique, nous faire prendre conscience du lien qui existe entre la société, sa culture, les langages des sciences et les pratiques sociales (G. Busino).

Produire du savoir, inventer demain, inventer ces nouveaux modèles susceptibles d'anticiper les faits à décrire, de gérer l'imprévisible, le désordre et la prise de risque, certes. C'est une chose. Le maintenir en est une autre. Le maintien du savoir c'est l'affirmation d'une civilisation. Il n'existe pas de civilisation digne de ce nom sans curiosité sur ce qui l'entoure, sans volonté de rendre le monde intelligible, de le comprendre, de l'interpréter. Au plus profond de l'être humain, puisqu'il s'agit bien, de fait, de rendre compte de ces formes qui ne disent pas tout, qui vont bien au-delà d'elles-mêmes, part d'insaisissable assurant à l'homme son espace de liberté. Mais aussi, dans un monde qui se transforme de manière extrêmement rapide, ce dont nous n'avons peut-être pas pris suffisamment conscience, avoir l'ambition parallèle et tout aussi indispensable de donner un certain nombre de structures pour comprendre ces transformations et peut-être fournir l'amorce de certains projets sociaux, de certains modèles un peu nouveaux.

Et par dessus tout, dans ce lieu consubstantiel, en Occident du moins, de la Cité et de la Civilisation, de la *polis* au sens le plus large possible, qui est peut-être, qui sera peut-être le dernier refuge d'une authentique liberté, -il en fut peut-être le premier- la liberté de pouvoir jouer avec les possibles et dont A.C. Berthoud

remarquait encore, à la même occasion, qu'elle peut dépasser ce que l'on avait cru possible et entraîner des inversions dans les rapports entre connaissances et pratiques, entre systèmes et usages, entre langue et parole, les usages préfigurant et configurant les systèmes comme c'est actuellement le cas avec Internet. En bref, ce sentier inexistant qui apparaît en marchant et qu'évoque Varela (1996) dans sa théorie de l'énaction, le faire-émerger, les formes de savoir émergeants, créateurs d'un monde.

Sacrifions à l'air du temps, à l'ère de l'expo 01, et accessoirement à Pipilotti Rist. Le parallèle entre ce qu'elle dit et ce que je voudrais exprimer me semble très pertinent. Ainsi quand elle nous annonce que l'expo sera envisagée comme un voyage dont on ne connaît pas le destinataire, qu'il ne faut pas se contenter de décrire l'état actuel de la Suisse mais ce que la Suisse est en train de devenir, tel un sismographe capable non seulement de décrire la situation actuelle mais capable d'anticiper les tremblements de terre, capable en d'autres termes, de gérer la complexité et le chaos.

Nos vœux pour l'Université

Un projet scientifique, un projet sociétal, un savoir dont il nous appartient collectivement de défendre qu'ils restent sous-tendus de valeurs, et d'une éthique. Celle-ci s'imposant dans la manière dont nous saurons reconnaître *«l'être humain comme un être en relation avec autrui, c'est-à-dire lié à autrui et à la société par un système d'échanges, de droits et de responsabilités, et en même temps, comme un être autonome, c'est-à-dire doté de l'aptitude à décider et à organiser la gestion de sa vie»*. Deux énoncés que l'on découvre en tête de la présentation du Centre interfacultaire de gérontologie de l'Université de Genève. Ils sont fort heureux je crois, vont loin et pourraient être immédiatement proposés pour l'Université elle-même. Autonomie et relation ? Que dire de mieux ?

4. Qu'en sera-t-il de nous ? Il y a vraiment matière à débat

Il me paraît essentiel de comprendre aujourd'hui que si, comme on aime tant à le dire, nous sommes entrés dans la société de l'information, c'est d'abord en tant que nous sommes dans une société de conception, où le travail de concep-

tion, que ce soit dans l'industrie, dans le domaine urbain, ou dans le domaine médical, occupe une place centrale. Or l'Université est bien le lieu où l'on se prépare au travail de conception et à son organisation: elle est travail de conception, à tous les niveaux. Or, comme l'a si bien souligné Michel Callon (1997), directeur du Centre de sociologie de l'Innovation à l'Ecole des Mines de Paris, ce travail de conception procède de deux modalités: d'un modèle hiérarchique, qui fut, qui est, souvent celui du bâtiment, de l'urbanisme, ainsi que du monde de l'armement, ou d'un modèle de conception négociée et distribuée.

C'est bien dans cette perspective que je souhaite que nous nous dirigeons, que j'en appelle aussi bien à l'Etat, à tous les niveaux, au Rectorat, aux enseignants, aux associations étudiantes, aux usagers dans leur ensemble, dont on sait maintenant qu'ils sont potentiellement mobilisables, acteurs hétérogènes et diversifiés, mais tous directement intéressés, qui doivent être présents dans le processus et participer. Pour que le produit qui en résultera reste et demeure un produit ouvert à tout moment aux informations nouvelles à intégrer. Ce qui est vrai des morceaux de ville qu'on nous fabrique, et qui fixent au sol un futur qu'on ne pourra plus, ou qu'on aura toutes les peines du monde à effacer, l'est également de l'Université dont la première tâche, aujourd'hui, est de découvrir de nouvelles modalités de coordination entre acteurs.

Au lieu d'un modèle *ex-ante*, établi avant même de le lancer, le modèle de conception négociée n'est connu qu'à la fin du processus, et ne peut être décrit qu'au terme du processus. Il s'agit d'une formalisation progressive passant par la constitution de groupes qui rassemblent un grand nombre d'acteurs variés. L'identité et les intérêts, les conceptions, les points de vue de ces groupes évoluent au fur et à mesure que le projet avance, dont le scénario est élaboré collectivement et progressivement et qui s'impose aux différents acteurs parce qu'ils s'en savent les auteurs, en lieu et place d'un modèle hiérarchique, dans lequel une personne ou une instance coordonne les actions à partir d'un scénario écrit à l'avance.

Organiser une action collective dans laquelle personne ne sait où l'on va et à plus forte raison comment y aller, me semble une tâche digne des richesses - évoquons les tout de même en ces temps d'économies - de l'Université et de l'inventivité que la société est en droit de lui réclamer. C'est bien d'un nouveau

type de *gouvernance* (Kleiber, 1998) dont nous avons besoin comme “ projet d’avenir ” - en cela je suis bien d’abord avec notre Secrétaire d’Etat et mes amis de l’IREC-. Le fameux “contrat de prestation” et le Conseil universitaire censés permettre de “réconcilier les cercles des décideurs, des payeurs et des usagers”, en sont sans doute des ingrédients. Mais sans doute faut-il encore y regarder de plus près en s’armant de concepts concrètement et réellement innovateurs allant vraiment dans le sens d’une “pédagogie de la responsabilité” peut-être encore à inventer au double niveau des statuts du personnel et des différents organes de l’Université.

Notes

- 1 Intervention dans le cadre des conférences "L'Université pour quoi et pour qui?", Université de Lausanne, le 29 janvier 1998.

J’ajouterai encore que s’il m’appartient de prendre la responsabilité de ce qui va être dit, j’ai le plaisir et la reconnaissance de préciser qu’à partir d’ici ce travail a été préparé avec mon assistant, Monsieur Pierre Dessemontet, ancien président de la FAE, conseiller communal et participant donc doublement à la vie de l’Université et de la Cité. Quand je dirai nous, ce ne sera donc pas pour le plaisir d’utiliser le pluriel de majesté.

Bibliographie

- Allègre, A. (1997), Dieu face à la science, Paris, Fayard
- Badoux, J.C. (1997), «Points d’ingénieurs, point de Suisse», Vision, le magazine de la science et de l’innovation déc. pp.4-9
- Callon, M. (1997), “Concevoir: modèle hiérarchique et modèle négocié”, in Michel Bonnet, L’élaboration des projets architecturaux et urbains en Europe, Vol.1, Les acteurs du projet architectural et urbain, Plan Construction et Architecture, Paris, pp. 169-174,
- Chartier, R: (1998), Au bord de la falaise. L’histoire entre certitudes et inquiétudes, Paris, Albin Michel.
- Cunha, A., Lambelet, J.-Ch., Delapierre C. (1987), L’Université dans la Cité,
- Dubet, F., Merrien, F.-X. et als. (1994). Universités et Villes , Paris, L’Harmattan
- Kleiber, C. (1998), Vers une société fondée sur l’éducation, la science et la culture; un projet d’avenir pour les Hautes Ecoles Suisses. Berne, Secrétariat d’Etat à la Science et à la Recherche.
- Milner, J.C. (1997), Le salaire de l’idéal, La théorie des classes et de la culture au XXe siècle, Paris, Seuil, Essais,
- Mittelstrass, J. (1997), Sciences humaines, Changer d’état d’esprit, Vision, 4/97, pp-32-33
- Touraine, A. (1997), Pourrons-nous vivre ensemble, égaux et différents ? Paris, Fayard